



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

# DE BERLIN

N° 16 – 16 juin 2021

### Sommaire

#### Actualité économique :

- Environnement macroéconomique : croissance / production / exportations & importations / attentes conjoncturelles / climat à la consommation
- Politique budgétaire : impôt sur les sociétés / investissements publics
- Politiques sociales : femmes dans les directoires / école primaire et aides familiales / assurances maladie et dépendance / chômage partiel

#### Actualité financière :

- Marchés financiers : CEINEX
- Régulation financière : assurance des voyageurs / réforme du MES / autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent
- Banques et assurances : tarification bancaire

### LE CHIFFRE À RETENIR

# +5,2 %

Prévision de croissance du PIB allemand pour 2022 par la Bundesbank

## ACTUALITE ECONOMIQUE

### Environnement macroéconomique

La [Bundesbank](#) pronostique une **croissance** du PIB allemand de 3,7 % cette année, puis de 5,2 % en 2022 et de 1,7 % en 2023. Grâce à la nette amélioration de la situation sanitaire, le niveau économique d'avant-crise serait rattrapé dès cet été. L'effet de rattrapage de la consommation des ménages serait particulièrement marqué en 2021 et 2022, avant de s'estomper en 2023. La Bundesbank chiffre l'indice des prix à la consommation harmonisé à 2,6 % cette année. L'[IWH](#) quant à lui table sur une croissance de 3,9 % en 2021 et de 4,0 % en 2022. L'institut

estime que les difficultés d'approvisionnement en matières premières sur le marché mondial pourrait handicaper la reprise allemande jusqu'à fin 2022.

[Destatis](#) annonce une baisse de 1,0 % de la **production** en avril par rapport au mois précédent (+26,4 % en glissement annuel) : -0,7 % dans l'industrie, +6,0 % dans le secteur énergétique et -4,3 % dans la construction. La production (corrigée des effets calendaires et saisonniers) reste inférieure de 5,6 % par rapport à son niveau d'avant-crise.

L'indice de **production** industrielle des trois prochains mois calculé par [l'ifo](#) baisse à 27,1 points en mai (après 32 points en avril) :

plusieurs secteurs industriels revoient à la baisse leurs projets d'élargissement de production, notamment en raison de problèmes d'approvisionnement.

En avril, les **exportations** ont augmenté de 0,3 % (+47,7 % en glissement annuel) et les **importations** baissé de 1,7 % (+33,2 % en glissement annuel), selon [Destatis](#). L'excédent courant s'établit à 21,3 Md€ (avril 2020 : 10,0 Md€) et l'excédent commercial à 15,5 Md€ (avril 2020 : 3,4 Md€).

L'indice mensuel des **attentes conjoncturelles** de l'institut [ZEW](#) perd 4,6 points en mai et atteint 79,8 points. L'évaluation de la situation actuelle par les acteurs économiques s'améliore en revanche nettement et rejoint le niveau de l'été 2019.

L'indice du **climat à la consommation** de la fédération [HDE](#) enregistre sa quatrième hausse consécutive en juin, atteignant 97,7 points : l'optimisme des ménages est soutenu par l'amélioration de la situation sanitaire, la levée de restrictions liées à la pandémie et la progression de la campagne vaccinale.

## Politique budgétaire

D'après une étude de l'[IW Köln](#) pour la fédération industrielle BDI, une baisse de 5 points de l'**impôt sur les sociétés** combinée à une suppression totale de la contribution de solidarité entraînerait une hausse de l'investissement et de la consommation dépassant au bout de 10 ans de 33 Md€ les moindres recettes fiscales. La mesure serait alors « budgétairement responsable » tout en augmentant le potentiel de production.

L'[IMK](#) chiffre à +4 % l'effet sur le PIB allemand d'ici 2040 d'un programme d'**investissements publics** de 500 Md€ sur dix ans, tel que revendiqué par le parti des Verts. L'impact sur le niveau de dette publique se neutraliserait d'ici 2050.

## Politiques sociales

Le [Bundestag](#) a voté le 11 juin la loi instaurant une participation minimale des **femmes dans les directoires** (cf. BE n°1/2021). Selon le [DIW](#), la part des femmes dans les directoires a sensiblement progressé de 12 % à 16 % depuis l'automne dernier, par effet d'anticipation. Certaines entreprises ont élargi néanmoins la taille de leur directoire, ce qui affaiblit la progression de la part des femmes.

Le [Bundestag](#) a voté le 11 juin l'introduction d'un droit à un accueil journalier à **l'école primaire** pendant 8 heures qui sera financé jusqu'à 3,5 Md€ par le Bund (cf. BE n°13/2021). Le [Bundestag](#) a également voté un « bonus loisir » de 100 € par enfant dans les familles à bas revenu, qui sera versé en août (coût de 270 M€). Une étude du [DIW](#) recommande de baisser l'abattement fiscal pour enfant à charge afin de financer des **aides familiales** ciblées sur les familles à bas revenu et un accueil élargi dans les infrastructures.

Le [Bundestag](#) a voté le 11 juin une loi introduisant une rémunération au niveau conventionnel du personnel de soin auprès des personnes âgées (sous peine de non-remboursement par la sécurité sociale) ainsi que des aides publiques réduisant le reste à charge de la personne dépendante. La loi qui introduit pour la première fois une subvention annuelle au régime d'**assurance-dépendance** (1 Md€) prévoit aussi une subvention supplémentaire du Bund de 7 Md€ en 2022 pour le régime général d'**assurance-maladie**.

Le conseil des ministres a adopté le 9 juin la prolongation du [dispositif](#) généreux de **chômage partiel** (avec prise en charge totale des cotisations sociales par l'agence fédérale du travail) jusqu'à la fin septembre 2021. Le coût supplémentaire est estimé à 2,6 Md€ (dont 1,4 Md€ de cotisations).

## ACTUALITE FINANCIERE

### Marchés financiers

La **joint-venture CEINEX** (*China Europe International Exchange*), entre Deutsche Börse (40%) et deux opérateurs boursiers chinois, Shanghai Stock Exchange (40%) et China Financial Futures Exchange (20%), lancée en 2015 (cf. BE n°17/2015), doit réduire, sur décision chinoise, ses coûts et le nombre d'employés, en raison de sa faible activité.

### Régulation financière

Le Bundestag a voté le projet de loi relatif à la **garantie en cas d'insolvabilité d'un voyageur**. Un **fonds** abondé par les cotisations des voyageurs (sous la forme d'une SARL) remplace à partir du 1<sup>er</sup>/11 le système d'assurance actuel. Seules les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 10 M€ seront exemptées de l'obligation d'adhérer au fonds et pourront continuer de s'assurer auprès d'une compagnie d'assurance ou d'une banque. L'indemnisation pourra atteindre jusqu'à 22 % du chiffre d'affaires annuel du voyageur concerné. Le volume du fonds devrait s'élever à 750 M€ d'ici fin octobre 2027.

Le Bundestag a voté le 11/06 **quatre projets** de loi nécessaires à la transposition de la **réforme du MES** (mécanisme européen de stabilité). Ces lois introduisent notamment la nouvelle fonction de parachute du MES (*Backstop*) pour le fonds de

résolution unique (FRU) ainsi que les clauses d'action collective (CAC) standardisées et identiques avec aggrégation simple.

Dans un **communiqué** sur le développement de la place financière allemande, la fédération des banques commerciales, *BdB*, se prononce entre autres pour la localisation en Allemagne de **l'autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent**.

### Banques et assurances

Conformément à un **arrêt** rendu fin avril par la cour fédérale de justice, les banques doivent obtenir l'accord explicite de leurs clients pour modifier leurs conditions générales et donc leurs tarifs. Cette décision qui rend possible le remboursement des hausses de **frais bancaires** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pourrait, selon le directeur de la BaFin, Raimund Röseler, coûter à certaines banques la moitié de leur bénéfice annuel. Deutsche Bank évalue pour sa part à 300 M€ les charges induites par cet arrêt.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin  
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Revu par : François Gautier  
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr  
Crédits photo : ©JFL Photography